



HAL
open science

Pour un usage des statistiques dans l'étude des concepts politiques : aspirations, potentialités et limites d'une série d'expériences de recherche

David Copello

► To cite this version:

David Copello. Pour un usage des statistiques dans l'étude des concepts politiques : aspirations, potentialités et limites d'une série d'expériences de recherche. Congrès de l'Association Française de Science Politique, Jul 2022, Lille, France. hal-03727458

HAL Id: hal-03727458

<https://hal.science/hal-03727458>

Submitted on 19 Jul 2022

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

Congrès AFSP Lille 2022

ST37 Approches et méthodes en théorie politique

David COPELLO, Post-doctorant au laboratoire AGORA (CY Cergy Paris Université) et
Chercheur associé au Centre de Recherche et de Documentation sur les Amériques (IHEAL–
CREDA)

david.copello@cyu.fr

Congrès AFSP 2022 – ST 36 : Approches et méthodes en théorie politique

David Copello

Post-doctorant au laboratoire AGORA (CY Cergy Paris Université)

Chercheur associé au Centre de Recherche et de Documentation sur les Amériques (IHEAL-CREDA)

Pour un usage des statistiques dans l'étude des concepts politiques : aspirations, potentialités et limites d'une série d'expériences de recherche

Les réflexions sur le positionnement de la théorie politique vis-à-vis des sciences sociales, et les tentatives d'en rompre l'isolement au sein de la science politique sont loin d'être inexistantes. On peut toutefois émettre l'hypothèse qu'une forme de « réflexe platonicien », opposant nombre et raison, quantité des observations et qualité logique du raisonnement, a contribué à maintenir une méfiance vis-à-vis des statistiques parmi les théoricien.ne.s du/de la politique. Les efforts existants pour se rapprocher des sciences sociales empiriques témoignent d'ailleurs de cette plus grande bienveillance vis-à-vis des méthodes qualitatives qu'à l'égard des méthodes quantitatives. La théorie politique présente en effet des affinités évidentes avec les outils de l'enquête qualitative, qui prennent le temps de comprendre la rationalité des acteurs étudiés (enquêtes de terrain mobilisant les outils de l'ethnographie ou de l'entretien semi-directif) (Estève 2019; Hauchecorne 2012; Ternier 2018), ou avec les méthodes expérimentales, fondées sur des mises en situation avec un nombre d'observations (relativement) restreintes (Hassoun 2016). Or, si comprendre comment pensent les acteurs politiques « ordinaires » peut constituer un enjeu pour la théorie politique, pourquoi ne pas le faire en investissant les méthodes quantitatives à partir de (grandes) enquêtes par questionnaire ? Ce type de matériau, pourtant fondamental dans la science politique contemporaine, n'est que très rarement exploité en théorie politique (Bauböck 2008; Banting et Kymlicka 2006). C'est à une défense de son usage et aux problématiques qu'il soulève qu'est consacrée cette communication.

Avant d'aborder les raisons profondes (théoriques ?) de cette méfiance de la théorie politique à l'égard des statistiques, il faut toutefois signaler deux obstacles, beaucoup plus prosaïques, dont l'apparence insurmontable semble la plupart du temps en interdire l'usage. Je distinguerai ici des obstacles techniques et des obstacles méthodologiques. Les obstacles techniques sont principalement liés au financement de ce type de recherche : produire des données statistiques, ça coûte (généralement) très cher. Même dans le cadre de projets de recherche scientifiques, la réalisation des enquêtes d'opinion est le plus généralement sous-traitée à des prestataires externes (instituts de sondage notamment), chargés de la passation des questionnaires, de la collecte des

données en général, et de leur première phase de traitement – mise « au propre » qui permet aux chercheurs/ses de travailler directement sur des bases de données « nettoyées ». Pour un.e théoricien.ne du politique intéressé.e par l’usage des statistiques, la recherche des fonds nécessaires à ce type de recherche peut paraître insurmontable – ou, à tout le moins, exagérée au vu des bénéfices incertains qu’il ou elle pourra en tirer. On peut toutefois envisager trois manières de contourner cet obstacle technico-financier. Premièrement, il existe de nombreuses bases de données accessibles librement, produites notamment à l’issue d’enquêtes d’opinion longitudinales (ex : European Values Survey, World Values Survey, etc.), pouvant faire l’objet d’une réexploitation à condition d’y trouver des variables faisant écho aux recherches envisagées. Une deuxième option consiste, pour le chercheur en théorie politique, à faire usage des ressources existant dans ses institutions de rattachement et trop souvent délaissées. J’ai moi-même eu la chance, pendant ma thèse au CEVIPOF, de pouvoir prendre part à un petit module de la colossale enquête électorale organisée dans le cadre des élections présidentielles 2017, y injectant ainsi mes propres questions de recherche dans le cadre d’un groupe de travail (dont je parlerai plus en détail dans la prochaine section de cette communication). Il va de soi que tous les centres de recherche ne disposent pas des mêmes ressources de ce point de vue, mais il faut aussi noter, d’une part, que nombre de théoricien.ne.s politiques français sont passés à un moment ou à un autre par le CEVIPOF sans penser nécessairement à profiter de ce type de dispositifs et, d’autre part, que les collaborations avec des collègues quantitativistes menant des projets de ce type sont possibles dans nombre d’autres institutions, où ils et elles côtoient les théoricien.ne.s. Enfin, une troisième manière de contourner cet obstacle – à laquelle j’ai recouru dans l’enquête que je commenterai en deuxième partie – consiste à concevoir sa propre enquête, sans viser la population générale mais en définissant une population plus restreinte, représentable par un échantillon de répondants relativement restreint et accessible (par des biais institutionnels notamment : écoles, universités, associations professionnelles, partis, etc.) et en réalisant l’enquête à l’aide d’applications en ligne. Ce type d’outil est parfois gratuit, mais sous une forme qui laisse généralement à désirer, soit du point de vue de la prise en main (Framasoft), soit en rapport avec le stockage et la propriété des données (Google Forms). Il existe toutefois des applications permettant de réaliser des enquêtes en ligne de manière performante et sécurisée pour un coût assez accessible, à hauteur de quelques dizaines d’euros par mois (ex : SurveyMonkey, LimeSurvey). L’ensemble de l’enquête est alors à la charge du chercheur (définition des questions, mise en page, diffusion, nettoyage des données...), ce qui a des défauts (investissement temporel) mais aussi beaucoup d’avantages quant à la maîtrise des données ensuite analysées.

Un deuxième type d’obstacle est quant à lui d’ordre méthodologique. Une part non négligeable des praticien.ne.s de la théorie politique n’a jamais reçu la moindre formation en analyse quantitative. Quand des formations aux méthodes des sciences sociales sont imposées en tronc commun, le choix des masterant.e.s en théorie politique se porte assez spontanément me semble-t-il sur l’analyse qualitative (mais il faudrait confirmer... avec des données quantitatives). Toujours est-il que l’étrangèreté du quantitatif peut paraître grande, et sa pratique hors de portée pour des chercheurs et chercheuses confirmées en étude de la pensée politique. Il faut ici souligner l’apport, d’une part, de la formation continue, qui offre de multiples manières de combler ces lacunes (cf. par exemple l’école d’été QuantiLille, qui offre tous les ans des

formations intensives), mais aussi l'importance du travail en équipe dans les laboratoires de recherche, combiné à un peu d'apprentissage autodidacte. Au CEVIPOF, et sur un plan très prosaïque, quelques réunions avec Bruno Cautrès m'ont appris à prendre en main le logiciel Stata et, au cours d'autres échanges, Pavlos Vasilopoulos m'a montré l'intérêt pratique des « do files ». Le reste de mon apprentissage s'est fait et se fait encore en autonomie. Ainsi, travailler sur la pensée politique n'empêche en rien de maîtriser, en assez peu de temps, suffisamment de concepts et outils de la statistique pour élaborer une première grille d'analyse basique, descriptive, d'un objet d'enquête, à partir de l'exploitation de tableaux croisés notamment. Ce caractère basique ne réduit en rien les apports potentiellement colossaux de cette démarche, que l'expertise statistique pourra, le cas échéant, multiplier par la suite en recourant à des types d'analyse plus poussés (régression notamment).

Mais quelle est la teneur de ces apports ? On touche ici à un troisième type d'obstacle, plus fondamental : celui des barrières épistémologiques qui se dressent entre l'étude des concepts politiques et l'analyse quantitative. Que faire en effet avec les données d'une enquête quantitative ? Quelle en est la valeur heuristique pour la théorie politique, si ce n'est de contextualiser (ex : le taux d'approbation du revenu universel d'existence) ou d'illustrer à la marge une argumentation par ailleurs auto-suffisante (ex : fonder un argument normatif sur la corrélation statistique entre tolérance religieuse et diminution de l'anxiété) ? J'ébaucherai ici une réponse à ces questions de longue portée, en abordant concrètement deux projets de recherche auxquels j'ai participé au cours des cinq dernières années, les difficultés qu'ils ont soulevé et quelques tentatives de les surmonter.

1. La citoyenneté critique : du test de cohérence à l'imagination théorique

Un premier type de réponses peut être trouvé dans une recherche collective à laquelle j'ai participé dans le cadre de l'enquête électorale 2017 du CEVIPOF, basée sur un échantillon d'environ 20.000 répondant.e.s interrogé.e.s par vagues successives. Un petit groupe de chercheurs mêlant théoricien.ne.s et sociologues souhaitant travailler sur la notion de « citoyenneté critique » s'est alors constitué autour de Bruno Cautrès, Janie Pélabay, Bernard Reber, Réjane Sénac et moi-même. Notre objectif était de récolter des données permettant d'identifier les segments de la population pouvant correspondre à cette désignation, et d'en sonder les aspirations, au-delà du constat répandu d'une désaffection démocratique (Norris 2011), à partir de l'opérationnalisation d'éléments de théorie politique critique en opinions mesurables. Ce groupe de travail a donné lieu à quelques publications (Copello 2019; Pélabay et Sénac 2019; Reber 2022), dont j'extraurai ici quelques éléments pour bâtir une réflexion d'ordre plus général.

Notre travail était basé sur l'analyse des réponses à une section de la 9^e vague de l'enquête électorale, réalisée en décembre 2016. Ce module incluait plusieurs types de questions : opinion sur le fonctionnement de la démocratie, rôle envisagé pour les citoyens dans la transformation de la démocratie, définitions de la démocratie, définitions de la citoyenneté française, changements à apporter à la démocratie. Ce dernier ensemble de questions, sur lequel s'est concentrée mon analyse, était formulé comme suit :

Question : On entend également différentes opinions sur la manière dont la France pourrait être (mieux) gouvernée. Les propositions suivantes vous semblent-elles pertinentes ? Évaluez chaque réponse sur une échelle de 0 à 10 : 0 = pas du tout d'accord, 10 = tout à fait d'accord.

La France pourrait être mieux gouvernée si l'on...

- ... consultait plus fréquemment des groupes de citoyens ordinaires.
- ...testait et évaluait la compétence des élus avant qu'ils n'entrent en fonction.
- ...faisait en sorte que les profils des dirigeants reflètent la diversité de la société actuelle.
- ...avait davantage recours au référendum pour que les citoyens aient le dernier mot.
- ...rendait le vote obligatoire à toutes les élections.
- ...tirait au sort au moins une partie des décideurs parmi les citoyens ordinaires.

La formulation de ces propositions fut le fruit d'une forme de bricolage théorique, visant à évaluer l'adhésion des répondant.e.s à différents dispositifs associés à une critique de la démocratie représentative, dont l'épistocratie (que nous avons associée au test de compétence) et la démocratie radicale et/ou participative (que nous avons associée au tirage au sort). C'est sur l'adhésion à ces deux types de dispositifs que je me suis penché plus en détail, et à partir desquels je base la réflexion qui suit. La mesure de l'adhésion au tirage au sort notamment était alors extrêmement rare dans les études de science politique : elle fait aujourd'hui l'objet de discussions scientifiques fouillées dans l'espace francophone (Bedock et Pilet 2021; Vandamme et al. 2018). En revanche, la mesure de l'adhésion à un test de compétence n'a, à ma connaissance, pas été répliquée à ce jour : sa formulation et son assimilation à une logique épistocratique posent par ailleurs quelques problèmes, que je discuterai en partie ci-dessous.

Cette confrontation entre théories et aspirations citoyennes s'est avérée déroutante sur certains points. Elle a notamment mis en évidence le fait que certaines aspirations, pouvant paraître contradictoires sur le plan théorique (ex : tirage au sort et mise en œuvre de limitations épistocratiques au principe de l'élection), se retrouvaient fréquemment plébiscitées par les mêmes catégories d'enquêté.e.s. Notre prévision était que les partisans du tirage au sort seraient moins enclins que la moyenne à adhérer au test de compétences, et vice-versa : c'est l'inverse que montrèrent les résultats de l'enquête, comme on peut le voir dans les tableaux 1 et 2 en annexe. Sans entrer dans les détails concernant les facteurs socio-démographiques et politiques ayant un impact sur ces deux variables dépendantes, détails abordés dans l'article en question, on observait donc une corrélation positive entre l'adhésion au tirage au sort et l'adhésion au test de compétence.

Quelles conclusions théoriques tirer de ce constat déroutant ? Ou plutôt, dans quelle mesure ce constat permet-il d'alimenter une recherche consacrée à l'étude des concepts et idées politiques ? Une première piste en ce sens consiste, à partir de l'observation de cette incohérence apparente des répondant.e.s, à affirmer l'incompétence (théorique) des citoyens – apport heuristiquement limité et éthiquement contestable. Une deuxième piste consiste à affirmer que notre cadre théorique de départ était défectueux. On peut en effet supposer que ce qui a été mesuré en réalité par l'enquête, c'est l'expression d'une insatisfaction, d'une méfiance généralisée à l'égard de la classe politique. Celle-ci conduit logiquement une partie des répondant.e.s à vouloir limiter *tous azimuts* les marges de manœuvre des élus : en limitant leur accès aux positions de pouvoir par le

tirage au sort d'une partie des décideurs politiques d'une part, mais aussi en leur imposant un contrôle de compétences mettant en tension l'origine électorale de leur légitimité d'autre part. Il s'agit, en somme, d'envisager de manière critique la façon dont le questionnaire a été conçu et formulé, pour en extraire les interprétations tout à fait cohérentes mais inattendues auxquelles il peut donner lieu.

Un troisième piste consiste à considérer que ces observations déroutantes, permises par l'exploitation de données statistiques, peuvent constituer une source d'inspiration pour des réflexions d'ordre normatif. Autrement dit, il s'agit de faire de ces observations le point de départ pour l'élaboration d'un nouveau cadre normatif, incluant à la fois le tirage au sort et le test de compétence des élus, allant au-delà du simple constat d'une insatisfaction vis-à-vis de la démocratie représentative et cherchant à ébaucher un modèle théorique positivement défini. On pourrait par exemple considérer cette convergence entre défense du tirage au sort et défense de mesures épistocratiques comme une nouvelle forme d'équilibrage entre démocratie et aristocratie, entre valorisation de la participation et valorisation des compétences en politique. Ce que pourrait exprimer cette convergence en somme, c'est la volonté de transformer la démocratie représentative tout en maintenant cet équilibre entre principes contradictoires qui la caractérise (Manin 1995). La démocratie représentative pourrait ainsi n'être considérée que comme une manifestation contingente, parmi d'autres, d'une dynamique d'équilibrage normatif plus large. On pourrait alors s'interroger sur la capacité de ce nouveau modèle hybride, combinant participation et compétence tout en réduisant le rôle des élections, à jouir d'une stabilité et d'une légitimité politique. Il ne s'agit pas tant ici d'affirmer que c'est *ce* modèle que les répondant.e.s ont en tête quand ils et elles participent à l'enquête, que d'utiliser leurs réponses comme point de départ, comme suggestion de nouvelles formes politiques.

Une telle démarche, précisons-le d'emblée, n'implique pas non plus nécessairement d'adhérer à ce modèle paradoxal où Rancière le démocrate radical et Brennan l'épistocrate se trouveraient en partie réconciliés (Brennan 2016; Rancière 2005). Il peut s'agir, au contraire, d'en anticiper la formulation pour en énoncer immédiatement la critique. C'est là faire honneur à une dimension de la théorie politique qui est peut-être moins souvent valorisée : son inventivité, sa créativité, au sens presque artistique du terme. Celle-ci consisterait à définir non pas des normes plus vraies ou plus justes, mais simplement des normes possibles méritant d'être discutées. En somme, recourir à une méthode particulièrement scientifique, la quantification, pour remplir une fonction particulièrement anti-scientiste : promouvoir une imagination politique à visée critique.

2. Le « populisme » et l'ordinaire politique : mettre la théorie à l'épreuve

Je souhaiterais ici montrer un deuxième type d'usages possibles des statistiques dans l'étude des concepts politiques, en me basant sur les premiers résultats d'une enquête en cours sur les perceptions militantes des théories du « populisme de gauche » en Espagne et en France. Je pars de l'hypothèse que, contrairement à certaines apparences, les discussions sur cette notion répondent en partie à des traditions différentes dans les deux pays, et s'inscrivent dans des clivages théoriques et politiques assez éloignés. Sur le plan théorique, la défense du populisme en

Espagne s'articule ainsi autour d'une référence à Emmanuel Kant et aux théories du républicanisme classique (Fernández Liria 2016; Villacañas Berlanga et Sanjuán 2018), pour laquelle l'inscription dans le post-marxisme de Laclau et Mouffe (Laclau 2005; Mouffe 2018) paraît moins évidente qu'en France. Sur le plan politique partisan, la défense d'une stratégie populiste « anti-establishment » par une partie des secteurs fondateurs de Podemos en Espagne a assez rapidement évolué vers la mise en forme d'un discours progressiste et écologiste, cherchant à articuler un « nous » populaire autour des revendications dites « sociétales » des classes moyennes des centres urbains. La controverse autour du populisme et cette réorientation doctrinale sont en partie la cause de la scission (en 2019) du courant *errejoniste* au sein de Podemos, perçu à la fois comme plus modéré et plus « populiste », donnant lieu à la création de l'organisation Más País. En France, les controverses publiques autour du populisme de gauche ont plutôt eu tendance à identifier ce dernier avec les tendances les plus nationalistes au sein de La France Insoumise, opposées notamment au multiculturalisme et porteuses d'une conception plus restrictive de la laïcité, ou s'opposant à une gauche radicale dite « naïve » sur des thématiques comme l'immigration. Autrement dit, quand on parle de populisme en Espagne, on ne parle pas exactement de la même chose qu'en France, en dépit du fait que certaines références intellectuelles sont partagées – c'est en tout cas mon hypothèse de travail, présentée ici de façon quelque peu sommaire.

J'ai cherché à creuser cette hypothèse à travers une enquête par questionnaire comparative réalisée auprès des militant.e.s de La France Insoumise, Podemos et Más País (en partie présentée ici : Copello 2022), dont la thématique centrale sont les perceptions de l'Amérique latine chez ces activistes ordinaires, mais qui permet néanmoins d'explorer d'autres types de problématiques connexes. Le questionnaire a été diffusé au printemps 2020, via l'application SurveyMonkey, auprès des sections locales de chacun des deux partis enregistrées sur leur site web ou présentes sur Facebook : 435 réponses ont été collectées pour LFI, 355 pour Podemos et 82 pour Más País. Si le caractère représentatif de ces échantillons est discutable, comme je l'aborde dans le rapport pré-cité, les biais de collecte sont néanmoins similaires pour les trois populations étudiées, ce qui permet d'envisager une analyse comparative. Je chercherai donc à montrer ici que ce type de production de données peut contribuer à enrichir les discussions théoriques sur le « populisme (de gauche) », en analysant les types d'attitudes politiques et opinions auxquelles celui-ci se trouve associé chez les acteurs politiques « ordinaires » en France et en Espagne.

Je me concentre ici sur l'adhésion au « populisme » en la mettant en relation avec d'autres variables mesurées dans l'enquête. L'adhésion à une « stratégie » populiste est souvent présentée dans le débat politique et théorique comme une tentative de dépassement de l'identité de gauche, perçue comme obsolète. Un des enjeux consiste donc à observer quelle relation entretiennent le positionnement gauche/droite et l'attachement à cette grille de lecture avec l'adhésion au « populisme ». Je mobilise pour cela plusieurs types de variables :

1. Une échelle d'auto-positionnement gauche-droite allant de 0 (extrême gauche) à 10 (extrême droite).
2. Une échelle d'adhésion à l'opinion suivante : « la politique contemporaine se caractérise par une opposition entre gauche et droite » (5 positions possibles : pas du tout d'accord, pas d'accord, neutre, d'accord, tout à fait d'accord + une option « ne sait pas »).

3. Une échelle d'adhésion à l'opinion : « la politique contemporaine se caractérise par une opposition entre peuple et caste » (5 positions possibles : pas du tout d'accord, pas d'accord, neutre, d'accord, tout à fait d'accord + une option « ne sait pas »). L'opposition peuple-caste est généralement considérée comme un discours caractéristique du populisme, et souvent associée à un rejet de la pertinence du clivage gauche-droite pour caractériser l'espace politique contemporain.

Ces trois types de variable sont alors mises en regard de l'approbation du concept de « populisme » (mesuré sur une échelle de 7 points, de 0 à 6). Je donne un bref aperçu des résultats obtenus pour ces trois mises en relation de variables ci-dessous :

- Adhésion au populisme et auto-positionnement gauche-droite

Ici, en suivant la théorie proposée par Mouffe notamment, l'adhésion au populisme devrait être associée à une indifférence vis-à-vis du clivage gauche-droite : autrement dit, on s'attend à ce que le populisme attire les individus quel que soit leur positionnement dans l'axe gauche-droite. Pour tester l'hypothèse, je construis un modèle de régression linéaire permettant d'isoler l'effet du positionnement gauche-droite par rapport à d'autres variables traditionnelles (âge, genre, niveau d'éducation, expérience militante) ou plus spécifiques (intérêt pour l'Amérique latine) – voir tableau 3.

L'hypothèse de départ est vérifiée dans deux cas sur trois, à LFI et Podemos où la variable gauche-droite n'a pas d'effet significatif, mais pas parmi les répondant.e.s Más País. Pour ceux-ci, il semblerait que plus on se positionne à gauche, plus il est probable qu'on adhère au « populisme » – avec un effet très significatif malgré la faiblesse de l'échantillon.

- Adhésion au populisme et accord avec l'existence d'un clivage gauche-droite

Il s'agit ici de tester une version alternative de l'hypothèse qui précède, en mesurant cette fois-ci la relation entre l'adhésion au populisme et l'accord avec l'idée selon laquelle il existe aujourd'hui un clivage gauche-droite (indépendamment du positionnement au sein de ce clivage). On s'attend ici à ce que l'accord avec cette idée ait un impact négatif sur l'adhésion au populisme. Pour tester l'hypothèse, je construis un modèle de régression linéaire similaire au précédent, en changeant seulement la principale variable indépendante.

L'hypothèse est ici vérifiée dans un seul cas (LFI). A peu de choses près (le résultat étant ici juste au dessous du seuil minimal de significativité de $p < 0.1$ ici défini), Podemos semblerait même donner un résultat inverse aux attentes de départ, avec un effet positif de la reconnaissance du clivage gauche-droite sur l'adhésion au populisme.

- Adhésion au populisme et accord avec l'existence d'un clivage peuple-caste

Il s'agit ici de tester une hypothèse *a priori* symétrique, en mesurant cette fois-ci la relation entre l'adhésion au populisme et l'accord avec l'idée selon laquelle il existe aujourd'hui un clivage peuple-caste. On s'attend ici à ce que l'accord avec cette idée ait un impact positif sur l'adhésion au populisme. Pour tester l'hypothèse, je construis un modèle de régression linéaire similaire aux précédents, en changeant à nouveau la principale variable indépendante.

A nouveau, l'hypothèse n'est vérifiée ici que dans un seul cas, toujours le même (LFI) – bien que les résultats pour Más País soient concordants et presque significatifs.

On observe donc que l'adhésion à la notion de « populisme » n'est quasiment jamais associée aux mêmes types de représentation de l'espace politique dans les trois échantillons. Seuls les répondant.e.s de La France Insoumise semblent faire correspondre entièrement l'idéal du militant « populiste » avec le rejet du clivage gauche-droite, le refus de se positionner dans ce clivage et la préférence pour une définition de la politique opposant peuple et caste. En ce sens, la FI s'oppose aux deux partis espagnols, sans que ceux-ci ne présentent des résultats entièrement concordants non plus. Les perceptions militantes du « populisme » semblent donc reposer davantage sur des différenciations entre organisations qu'entre pays ou cultures nationales – bien que ce point ne puisse être entièrement établi en l'état.

A un niveau plus général, ce que ces résultats semblent montrer, c'est qu'il existe une dimension « dépendante au sentier » dans l'usage et la compréhension des concepts au sein de chaque organisation. Les contextes dans lesquels est utilisé le concept de « populisme » sont marqués par une histoire et des dynamiques de clivages différenciées, qui en teintent les appropriations (variables) par les acteurs politiques ordinaires. Mais que faire de ce constat ? S'agit-il ici simplement d'analyser les appropriations d'un concept pour tâcher d'en faire la sociohistoire militante ? Sans doute en partie, et c'est d'ailleurs généralement ce à quoi je me tiens dans mes travaux actuels. Mais compte tenu du cadre de la discussion présente, on peut néanmoins s'interroger sur la capacité de cette analyse de données à favoriser l'activité théorique en elle-même. Une manière d'en comprendre l'apport, c'est d'envisager que l'enquête par questionnaire ici présentée peut servir d'outil de mise à l'épreuve empirique de la théorie « populiste ». Cet exercice peut être compris comme autre chose qu'une recherche d'affirmation de la sociologie sur la théorie (ou inversement), ou qu'une démonstration de l'incapacité de la théorie politique à éclairer la mise en pratique localisée du raisonnement théorique, ou les processus de « labellisation » conceptuelle à l'œuvre dans les représentations politiques ordinaires. La production de données quantitatives peut au contraire être perçue comme une opportunité pour identifier divers cheminements théoriques, une diversité de logiques associables à un même concept. Une théorie politique « pure » pourra alors chercher à reconstruire de façon plus précise la logique de ces cheminements théoriques divers, et donc s'enrichir de la prise en compte des multiples univers de sens aux seins desquels sont mobilisées les théorisations de la politique.

Conclusion

J'ai défendu ici l'idée que les méthodes statistiques peuvent constituer un véritable apport à la recherche en théorie politique et, plus largement, à l'étude des concepts et idées politiques. Y recourir suppose de rompre avec un « réflexe platonicien », une méfiance vis-à-vis de la froideur des chiffres. Faire usage des statistiques suppose aussi de prendre à bras-le-corps les difficultés multiples que pose l'interprétation des chiffres, en tâchant en même temps de tenir compte du caractère d'« artefact » des données d'opinion ainsi produites (Bourdieu 1973). Se confronter à

ce type de matériau, et faire l'expérience des difficultés à saisir la façon dont les individus ordinaires pensent, constitue en soi un apport bénéfique, une invitation à l'humilité. Au-delà, cette démarche constitue également une ressource favorisant l'imagination normative : elle fait surgir des croisements, des associations de concepts inattendues, offrant ainsi de nouveaux points de départ pour l'activité théorique. Elle peut également être vue comme une forme de mise à l'épreuve de la théorie, une invitation à tenir compte des interprétations dont elle est susceptible de faire l'objet – soit pour les intégrer à l'effort de modélisation théorique, soit pour les exclure en précisant le raisonnement.

Je ne suis pas persuadé, au terme de cette présentation, d'avoir réussi à hisser les statistiques au dessus du statut de science annexe de la théorie politique, pouvant nourrir l'étude des concepts et idées politiques certes, mais sans en redéfinir réellement la démarche. Il ne reste pas moins que cette fonction de stimulant intellectuel, aussi modeste soit-elle, est une richesse à ne pas délaissier.

Bibliographie

- Banting, Keith G., et Will Kymlicka. 2006. *Multiculturalism and the welfare state: Recognition and redistribution in contemporary democracies*. Oxford: Oxford University Press.
- Bauböck, Rainer. 2008. « Normative political theory and empirical research ». In *Approaches and Methodologies in the Social Sciences: a pluralist perspective*, édité par Donatella Della Porta, 40-60. Cambridge, Mass.: Cambridge University Press.
- Bedock, Camille, et Jean-Benoit Pilet. 2021. « Who supports citizens selected by lot to be the main policymakers? A study of French citizens ». *Government and Opposition* 56 (3): 485-504.
- Bourdieu, Pierre. 1973. « L'opinion publique n'existe pas ». *Les Temps Modernes*, n° 318: 1292-1309.
- Brennan, Jason. 2016. *Against Democracy*. Princeton: Princeton University Press.
- Copello, David. 2019. « Critical citizenship at work: the intriguing combination of democratic and epistocratic criticism of representation in French public opinion ». *French Politics* 17 (4): 433-50.
- . 2022. « L'Amérique latine vue par les militant .e.s de La France Insoumise et Podemos ». CY Cergy Paris Université. <https://hal.archives-ouvertes.fr/hal-03661127>.
- Estève, Adrien. 2019. « Conduire et utiliser des entretiens en théorie politique : les apports de la théorie de la justification ». In . Sciences Po Bordeaux.
- Fernández Liria, Carlos. 2016. *En defensa del populismo*. Madrid: Catarata.
- Hassoun, Nicole. 2016. « Experimental or empirical political philosophy ». In *A companion to experimental philosophy*, édité par Justin Sytsma et Wesley Buckwalter, 234-46. Hoboken: Wiley.
- Hauchecorne, Mathieu. 2012. « Faire du terrain en pensée politique ». *Politix* 4 (100): 149-65.
- Laclau, Ernesto. 2005. *On populist reason*. London: Verso.
- Manin, Bernard. 1995. *Principes du gouvernement représentatif*. Paris: Calmann-Lévy.
- Mouffe, Chantal. 2018. *For a left populism*. London: Verso.
- Pélabay, Janie, et Réjane Sénac. 2019. « French Critical Citizens: Between Philosophical Enthusiasm and Political Uncertainty ». *French Politics* 17 (4).

- Rancière, Jacques. 2005. *La haine de la démocratie*. Paris: La Fabrique.
- Reber, Bernard. 2022. « Critical citizenship and democratic legitimacy ». *Philosophy & Social Criticism*, n° online first. <https://doi.org/10.1177%2F01914537221079679>.
- Ternier, Camille. 2018. « “Faire du terrain” en philosophie politique ». In *Méthodes en philosophie politique*, édité par Magali Bessone. Rennes: Presses Universitaires de Rennes.
- Vandamme, Pierre-Étienne, Vincent Jacquet, Christoph Niessen, John Pitseys, et Min Reuchamps. 2018. « Intercameral relations in a bicameral elected and sortition legislature ». *Politics & Society* 46 (3): 381-400.
- Villacañas Berlanga, José Luis, et César Ruiz Sanjuán, éd. 2018. *Populismo versus republicanism : genealogía, historia, crítica*. Madrid: Minerva.

Annexes

At least some decision-makers should be randomly selected from among ordinary citizens					
We should test and evaluate the skills of elected representatives before they take office		Disagree (0-3)	Neither agree nor disagree (4-6)	Agree (7-10)	N
	Disagree (0-3)	64	20	16	878
	Neither agree nor disagree (4-6)	25	52	22	5057
	Agree (7-10)	16	33	51	12,078
	Total	21	38	42	18,013

$\chi^2 \approx 2,300$ ($P < 0.05$)

Cramér's $V = 0.2526$

Tableau 1 : Opinion sur le tirage au sort en fonction de l'opinion sur le test de compétences (%)
(source : Copello 2019)

We should test and evaluate the skills of elected representatives before they take office					
At least some decision-makers should be randomly selected from among ordinary citizens		Disagree (0-3)	Neither agree nor disagree (4-6)	Agree (7-10)	N
	Disagree (0-3)	15	34	50	3714
	Neither agree nor disagree (4-6)	3	39	59	6808
	Agree (7-10)	2	15	83	7491
	Total	5	28	67	18,013

$\chi^2 \approx 2,300$ ($P < 0.05$)

Cramér's $V = 0.2526$

Tableau 2 : Opinion sur le test de compétence en fonction de l'opinion sur le tirage au sort (%)
(source : Copello 2019)

Tableau 3 : Effet du positionnement gauche-droite sur l'adhésion au populisme à LFI, Podemos et Más País (régression linéaire avec variables de contrôle)

	LFI Coef.	Podemos Coef.	Más País Coef.
Left-Right scale	-0.00 (0.14)	-0.12 (0.14)	-0.89** (0.43)
Prior activism	0.02 (0.03)	0.07** (0.03)	0.23** (0.10)
Latin-American inspiration	0.26*** (0.07)	0.14** (0.07)	0.53*** (0.15)
Education (university)	-0.00 (0.03)	0.05 (0.03)	-0.02 (0.13)
Age	-0.24*** (0.07)	-0.26*** (0.09)	-0.09 (0.15)
Gender (1=male)	0.03 (0.03)	0.04 (0.03)	-0.01 (0.08)
Constant	0.47*** (0.08)	0.31*** (0.09)	0.25 (0.27)
Observations	315	258	56
R ²	0.09	0.08	0.40

Note: Standard Errors are shown in parentheses

***p<0.01, **p<0.05, *p<0.1

Tableau 4 : Accord avec l'existence d'un clivage gauche-droite et adhésion au populisme (régression linéaire avec variables de contrôle)

	LFI Coef.	Podemos Coef.	Mas País Coef.
Left-Right cleavage	-0.09* (0.05)	0.07 (0.06)	0.01 (0.15)
Prior activism	0.02 (0.03)	0.07** (0.03)	0.15* (0.09)
Latin-American inspiration	0.25*** (0.07)	0.15** (0.07)	0.56*** (0.17)
Education (university)	-0.00 (0.03)	0.04 (0.04)	-0.06 (0.15)
Age	-0.24*** (0.06)	-0.27*** (0.09)	-0.15 (0.15)
Gender (1=male)	0.03 (0.03)	0.04 (0.03)	-0.06 (0.08)
Constant	0.52*** (0.08)	0.26*** (0.09)	0.14 (0.30)
Observations	315	255	56
R ²	0.10	0.08	0.31

Note: Standard Errors are shown in parentheses

***p<0.01, **p<0.05, *p<0.1

Tableau 5 : Accord avec l'existence d'un clivage peuple-caste et adhésion au populisme (régression linéaire avec variables de contrôle)

	LFI Coef.	Podemos Coef.	Mas País Coef.
People-caste cleavage	0.22*** (0.07)	0.02 (0.06)	0.22 (0.14)
Prior activism	0.02 (0.03)	0.06** (0.03)	0.08 (0.09)
Latin-American inspiration	0.20*** (0.07)	0.14** (0.07)	0.61*** (0.16)
Education (university)	-0.00 (0.03)	0.05 (0.04)	-0.10 (0.14)
Age	-0.28*** (0.07)	-0.24*** (0.09)	-0.14 (0.15)
Gender (1=male)	0.03 (0.03)	0.04 (0.03)	-0.10 (0.08)
Constant	0.34*** (0.09)	0.27*** (0.10)	0.20 (0.29)
Observations	316	254	55
R ²	0.11	0.08	0.36

Note: Standard Errors are shown in parentheses

***p<0.01, **p<0.05, *p<0.1